



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.112/2/V
du 23 aout 2023

advies 74.112/2/V
van 23 augustus 2023

sur

over

un avant-projet de loi 'relatif
à un cadre pluriannuel et
objectifs en matière de soins
de santé'

een voorontwerp van wet
'houdende een meerjarenkader
en
gezondheidszorgdoelstellingen'

Le 13 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 16 août 2023, sur un avant-projet de loi 'relatif à un cadre pluriannuel et objectifs en matière de soins de santé'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 23 août 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 août 2023.

*

Op 13 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 16 augustus 2023 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende een meerjarencader en gezondheidszorgdoelstellingen'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 23 augustus 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 augustus 2023.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 3, 1^o, de l'avant-projet, complète l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après « la loi coordonnée »), par un f) qui prévoit que le Conseil général de l'assurance soins de santé comprendra, outre les membres visés au a) à e), « sept membres représentant les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution à l'exception de la Commission communautaire flamande ». La même disposition en projet prévoit :

« Chacune de ces autorités est représentée par un membre à l'exception de la Communauté flamande qui est représentée par deux membres ».

L'article 3, 2^o, de l'avant-projet, modifie par ailleurs l'article 15, alinéa 2, de la loi coordonnée, de manière à y prévoir que « le mode de représentation des membres sous f) » sera prévu « conformément à l'article 92ter, alinéa 1^{er}, de loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

L'article 92ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', dispose comme suit :

« Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pris de l'accord des Gouvernements compétents, la représentation des Communautés et des Régions, selon le cas, dans les organes de gestion ou de décision des institutions et organismes nationaux, notamment consultatifs et de contrôle, qu'il désigne ».

L'article 15, alinéa 1^{er}, f), en projet, de la loi coordonnée, méconnaît l'article 92ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, en ce qu'il détermine le mode de représentation, au sein du Conseil général, des membres des entités fédérées qu'il vise. En effet, le législateur fédéral, d'une part, excède sa compétence dès lors que la loi spéciale du 8 août 1980 octroie au Roi celle de déterminer la représentation des entités fédérées au sein d'un organe national qu'il désigne, soit ici le Conseil général, et d'autre part, règle la représentation des entités fédérées sans accord des Gouvernements compétents, comme le requiert pourtant l'article 92ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Tels que modifiés, les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 15 de la loi coordonnée, apparaissent en outre contradictoires, dès lors que le dispositif complété de l'alinéa 1^{er} contredit le dispositif de l'alinéa 2 selon lequel le mode de désignation des membres des entités fédérées est fixé conformément à l'article 92^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Interrogé à ce propos, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« We zullen de tekst aanpassen om te melden dat de benoeming door de Koning van de leden van de deelstaten in de Algemene Raad zal gebeuren conform de procedure voorzien in artikel 92^{ter} van de bijzondere wet ».

Il suggère en outre une nouvelle rédaction de l'article 15, alinéa 1^{er}, f), en projet, de la loi coordonnée, comme suit :

« ‘ f) de membres représentant les autorités visées aux articles 128,130, 135 et 138 de la Constitution’ ».

Les suggestions de modification formulées par le délégué du Ministre sont admissibles dès lors qu'il est précisé que la qualité de membres représentant les autorités visées aux articles 128,130, 135 et 138, de la Constitution, est conditionnée par l'adoption d'un arrêté pris par le Roi conformément à l'article 92^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

La version française de l'intitulé, incorrecte d'un point de vue linguistique, sera revue.

DISPOSITIF

Article 2

Dans la phrase introductive, il sera indiqué que l'article 2 de la loi coordonnée a été modifié en dernier lieu par la loi du 29 novembre 2022.

Article 3

Dans la phrase introductive, il y a lieu d'écrire « modifié par la loi du 7 mai 2019 ».

Article 4

1. À l'article 16, § 1^{er}, 18°, alinéa 1^{er}, en projet, il ne ressort pas clairement des mots « au moins après » à quel moment le Conseil général doit fixer les objectifs de soins de santé pour la législature. Ce « moment » sera plus précisément défini, en prévoyant également un délai dans lequel les objectifs de soins de santé pour la législature, doivent être fixés.

Par ailleurs, dans la version française du même alinéa, les mots « à l'intérieur du cadre » seront remplacés par les mots « dans le cadre ».

2. Au même alinéa, la portée juridique de la disposition selon laquelle le Conseil général « est censé consulter le Comité de l'assurance à cet effet » n'apparaît pas clairement. Si l'intention est que le Conseil général peut mais ne doit pas consulter le Comité de l'assurance, la disposition envisagée précisera qu'« [i]l peut consulter le Comité de l'assurance à cet effet ».

Par ailleurs, la même disposition gagnerait à être complétée de manière à prévoir un délai dans lequel le Comité de l'assurance, s'il est saisi, doit donner son avis et au-delà duquel le Conseil général peut fixer les objectifs de soins de santé prioritaires sans attendre cet avis.

3. La mission du Conseil général visée à l'article 16, § 1^{er}, 18°, alinéa 3, en projet, de la loi coordonnée, constitue une mission distincte de celle visée à l'alinéa 1^{er}, de sorte qu'elle devrait faire l'objet d'un point 19°, nouveau, à insérer dans l'article 16, § 1^{er}, de la loi coordonnée.

Par ailleurs, au même alinéa en projet, la formulation selon laquelle les conventions, accords et proposition globale du Comité de l'assurance « sont alignées au maximum dessus » sera revue compte tenu du fait qu'il n'apparaît pas clairement sur quel(s) élément(s) ces conventions, accords et proposition globale du Comité de l'assurance sont alignés.

Article 6

Si l'autorité fédérale peut, par l'adoption de l'article 18/1, alinéa 3, en projet, de la loi coordonnée, laisser aux entités fédérées la faculté d'envoyer un « représentant » avec voix consultative au sein de la Commission pour les objectifs de soins de santé, il ne lui appartient pas, ainsi que l'a observé la section de législation dans l'avis 58.774/3 ¹, « de déterminer dans quels milieux les représentants des régions ^[2] doivent être recrutés ».

Partant, à l'article 18/1, alinéa 3, en projet, les mots « , membre d'une de ses administrations de santé respectives, » seront omis.

¹ Avis 58.774/3 donné le 1^{er} février 2016 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 mars 2016 'régulant l'organisation et le fonctionnement du Comité permanent de l'Électricité et des sections permanentes de ce Comité'.

² Ainsi que, pour ce qui concerne l'avant-projet à l'examen, les autres entités fédérées visées dans la disposition en projet.

Article 7

1. À l'article 18/2, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, de la loi coordonnée, il est prévu que le rapport annuel peut « contenir des propositions en vue d'actualiser la proposition visée à l'alinéa 1^{er} ».

Il conviendra par conséquent de remplacer les mots « la proposition visée à l'alinéa 1^{er} » par les mots « le rapport visé à l'alinéa 1^{er} ».

2. Au même alinéa, la référence au « cadre fixé par le Conseil général visé à l'article 16, § 1^{er}, 18° » n'apparaît pas adéquate dès lors que cette disposition prévoit que le Conseil général ne fixe pas un « cadre » mais « les objectifs de soins de santé prioritaires pour la législature à l'intérieur du cadre de l'assurance obligatoire soins de santé ».

Sur ce point, le délégué du Ministre a précisé :

« Het hoort tot de bevoegdheid van de Commissie om, in functie van vaststellingen of analyses die in de tussentijd zouden gedaan zijn, voorstellen tot verduidelijking of actualisatie te doen m.b.t. de gezondheidszorgdoelstellingen bepaald door de Algemene Raad. Het zou dan vervolgens uiteraard aan de Algemene Raad toekomen om finaal te beslissen of, en zo ja in welke mate, hij rekening houdt met de voorgestelde aanpassingen van de Commissie en hij, in voorkomend geval, de gezondheidszorgdoelstellingen aanpast ».

Dès lors, à l'article 18/2, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, les mots « le cadre fixé par le Conseil général visé » seront remplacés par les mots « les objectifs de soins de santé fixés par le Conseil général visés » et les mots « , afin de mieux atteindre les objectifs en matière de soins de santé formulés » seront omis.

3. L'utilisation des mots « le cas échéant » à l'article 18/2, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, de la loi coordonnée, ne permet pas de déterminer si l'avis rendu par la Commission pour les objectifs en matière de soins de santé sur la conformité de la proposition globale du Comité de l'assurance, visée à l'article 39 de la loi coordonnée, avec ces objectifs, implique que le Comité de l'assurance a l'obligation de modifier sa proposition en cas de non-conformité.

Le dispositif en projet sera clarifié.

Article 9

1. À l'article 190*bis*, alinéa 2, en projet, de la loi coordonnée, les mots « , alinéa 1^{er} » seront omis.

2. Dès lors que l'article 18/1, alinéa 6, en projet, de la loi coordonnée, inséré par l'article 6 de l'avant-projet, prévoit déjà que le Roi détermine la durée du mandat des membres de la Commission pour les objectifs de soins de santé, et partant, en ce compris la durée du mandat du président, cette règle ne doit pas être à nouveau prévue à l'article 190*bis*, alinéa 4, en projet, de la même loi.

Partant, à l'article 190*bis*, alinéa 4, en projet, il y a lieu d'omettre les mots « et la durée du mandat » et d'écrire « est déterminé ».

Article 10

Dans la version française, il y a lieu d'écrire « La présente loi entre en vigueur (la suite comme au projet) ».

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 3, 1°, van het voorontwerp strekt ertoe artikel 15, eerste lid, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: “de gecoördineerde wet”) aan te vullen met een punt f) waarin wordt bepaald dat de Algemene raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging naast de in de punten a) tot e) bedoelde leden zal bestaan uit “zeven leden die de in artikel 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden vertegenwoordigen met uitzondering van de Vlaamse Gemeenschapscommissie”. Datzelfde ontworpen artikel bepaalt voorts:

“Elk van deze overheden is vertegenwoordigd door één lid met uitzondering van de Vlaamse Gemeenschap die vertegenwoordigd wordt door twee leden”.

Artikel 3, 2°, van het voorontwerp wijzigt voorts artikel 15, tweede lid, van de gecoördineerde wet zodat dat bepaalt dat “de wijze van vertegenwoordiging van de leden onder f)” zal worden geregeld “overeenkomstig artikel 92ter, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen”.

Artikel 92ter, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ bepaalt het volgende:

“Bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, genomen na akkoord van de bevoegde Regeringen, regelt de Koning de vertegenwoordiging van de Gemeenschappen en de Gewesten, naargelang van het geval, in de beheers- of beslissingsorganen van de nationale instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak, die Hij aanduidt”.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Het ontworpen artikel 15, eerste lid, f), van de gecoördineerde wet gaat voorbij aan artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in zoverre het bepaalt op welke wijze de leden van de bedoelde deelstaten worden vertegenwoordigd in de Algemene raad. Enerzijds immers gaat de federale wetgever zijn bevoegdheid te buiten aangezien de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de Koning de bevoegdheid verleent om de vertegenwoordiging van de deelstaten in een door hem aangewezen orgaan, *in casu* de Algemene raad, vast te stellen, en anderzijds regelt hij de vertegenwoordiging van de deelstaten zonder de akkoordbevinding van de bevoegde regeringen, die volgens artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 nochtans vereist is.

In hun gewijzigde versie lijken het eerste en het tweede lid van artikel 15 van de gecoördineerde wet bovendien tegenstrijdig: het aangevulde dispositief van het eerste lid is in tegenspraak met het dispositief van het tweede lid, dat bepaalt dat de wijze waarop de leden van de deelstaten worden aangewezen, overeenkomstig artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt vastgesteld.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

“We zullen de tekst aanpassen om te melden dat de benoeming door de Koning van de leden van de deelstaten in de Algemene Raad zal gebeuren conform de procedure voorzien in artikel 92*ter* van de bijzondere wet”.

Hij stelt bovendien een nieuwe redactie voor van het ontworpen artikel 15, eerste lid, f), van de gecoördineerde wet:

““ f) leden die de in de artikelen 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden vertegenwoordigen””.

De wijzigingssuggesties die de gemachtigde van de minister formuleert, zijn toelaatbaar aangezien wordt gestipuleerd dat de hoedanigheid van lid dat de in de artikelen 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet bedoelde overheden vertegenwoordigt, afhankelijk wordt gesteld van de vaststelling van een besluit, door de Koning genomen overeenkomstig artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

De Franse tekst van het opschrift is taalkundig onjuist en moet worden herzien.

DISPOSITIEF

Artikel 2

In de inleidende zin moet worden aangegeven dat artikel 2 van de gecoördineerde wet laatstelijk is gewijzigd bij de wet van 29 november 2022.

Artikel 3

In de inleidende zin dient men te schrijven “gewijzigd bij de wet van 7 mei 2019”.

Artikel 4

1. In het ontworpen artikel 16, § 1, 18°, eerste lid, blijkt uit de woorden “minstens na” niet duidelijk op welk moment de Algemene raad de gezondheidszorgdoelstellingen voor de legislatuur moet vaststellen. Dat “moment” moet duidelijker worden bepaald, waarbij eveneens moet worden voorzien in een termijn waarbinnen de gezondheidszorgdoelstellingen voor de legislatuur moeten worden vastgesteld.

Voorts moeten in de Franse tekst van hetzelfde lid de woorden “à l’intérieur du cadre” worden vervangen door de woorden “dans le cadre”.

2. In hetzelfde lid is ook de juridische draagwijdte van de bepaling volgens welke de Algemene raad “wordt geacht hiertoe het Verzekeringscomité te raadplegen”, onduidelijk. Als het de bedoeling is dat de Algemene raad het Verzekeringscomité mag maar niet hoeft te raadplegen, moet in de bepaling nader worden aangegeven dat hij “hiertoe het Verzekeringscomité kan raadplegen”.

Voorts verdient het aanbeveling dezelfde bepaling aan te vullen zodat wordt voorzien in een termijn waarbinnen het Verzekeringscomité desgevraagd zijn advies moet geven, en na het verstrijken waarvan de Algemene raad de prioritaire gezondheidszorgdoelstellingen kan vaststellen zonder op dat advies te hoeven wachten.

3. De opdracht van de Algemene raad die in het ontworpen artikel 16, § 1, 18°, derde lid, van de gecoördineerde wet wordt vermeld, vormt een andere opdracht dan die welke wordt bedoeld in het eerste lid, zodat ze zou moeten worden vermeld in een nieuw punt 19°, in te voegen in artikel 16, § 1, van de gecoördineerde wet.

In hetzelfde ontworpen lid moet de formulering volgens welke de overeenkomsten en akkoorden alsook het globale voorstel van het Verzekeringscomité “hierop maximaal [worden] afgestemd”, worden herzien, rekening houdend met het feit dat niet duidelijk blijkt op welk(e) element(en) die overeenkomsten en akkoorden alsook dat globale voorstel van Verzekeringscomité worden afgestemd.

Artikel 6

Hoewel de federale overheid door de aanneming van het ontworpen artikel 18/1, derde lid, van de gecoördineerde wet de mogelijkheid aan de deelstaten kan laten een “vertegenwoordiger” met raadgevende stem af te vaardigen naar de Commissie voor gezondheidszorgdoelstellingen, hoort zij niet “te bepalen uit welke middens de vertegenwoordigers van de gewesten^[1] moeten worden [gerekruteerd]”, zoals de afdeling Wetgeving in advies 58.774/3 heeft opgemerkt.²

De woorden “, lid van een van zijn respectieve gezondheidsadministraties,” in het ontworpen artikel 18/1, derde lid, moeten dan ook worden weggelaten.

Artikel 7

1. In het ontworpen artikel 18/2, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wet wordt bepaald dat het jaarlijks rapport “voorstellen [kan] bevatten tot het actualiseren van het in het eerste lid bedoelde voorstel”.

Bijgevolg dienen de woorden “het in het eerste lid bedoelde voorstel” te worden vervangen door de woorden “het in het eerste lid bedoelde rapport”.

2. In hetzelfde lid lijkt de verwijzing naar “het door de Algemene raad bepaalde kader bedoeld in artikel 16, § 1, 18°,” niet adequaat aangezien de Algemene raad volgens die bepaling niet een “kader” vaststelt maar wel “de voor de legislatuur prioritaire gezondheidszorgdoelstellingen binnen het kader van de verplichte ziekteverzekering”.

Hierover heeft de gemachtigde van de minister het volgende aangegeven:

“Het hoort tot de bevoegdheid van de Commissie om, in functie van vaststellingen of analyses die in de tussentijd zouden gedaan zijn, voorstellen tot verduidelijking of actualisatie te doen m.b.t. de gezondheidszorgdoelstellingen bepaald door de Algemene Raad. Het zou dan vervolgens uiteraard aan de Algemene Raad toekomen om finaal te beslissen of, en zo ja in welke mate, hij rekening houdt met de voorgestelde aanpassingen van de Commissie en hij, in voorkomend geval, de gezondheidszorgdoelstellingen aanpast”.

Bijgevolg moeten in het ontworpen artikel 18/2, § 1, tweede lid, de woorden “het door de Algemene raad bepaalde kader bedoeld” worden vervangen door de woorden “de door de Algemene raad bepaalde gezondheidszorgdoelstellingen bedoeld” en moeten de woorden “, teneinde de geformuleerde gezondheidszorgdoelstellingen beter te realiseren” worden weggelaten.

¹ Alsook, wat het voorliggende voorontwerp betreft, de andere deelstaten die in de ontworpen bepaling worden bedoeld.

² Advies 58.774/3 van 1 februari 2016 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 18 maart 2016 ‘betreffende de inrichting en de werking van het Vast Elektrotechnisch Comité en van de vaste afdelingen van dit comité’.

Aan de hand van de woorden “zo nodig” in het ontworpen artikel 18/2, § 1, derde lid, van de gecoördineerde wet valt niet vast te stellen of het Verzekeringscomité verplicht is zijn globale voorstel, bedoeld in artikel 39 van de gecoördineerde wet, te wijzigen ingeval dat luidens het advies van de Commissie voor gezondheidszorgdoelstellingen niet met die doelstellingen in overeenstemming is.

Het ontworpen dispositief moet worden verduidelijkt.

Artikel 9

1. De woorden “eerste lid,” moeten worden weggelaten uit het ontworpen artikel 190*bis*, tweede lid, van de gecoördineerde wet.

2. Aangezien het ontworpen artikel 18/1, zesde lid, van de gecoördineerde wet, ingevoegd bij artikel 6 van het voorontwerp, reeds bepaalt dat de Koning de duur van het mandaat van de leden van de Commissie voor gezondheidszorgdoelstellingen, en bijgevolg ook de duur van het mandaat van de voorzitter, vaststelt, hoeft men die regel niet opnieuw te voorzien in het ontworpen artikel 190*bis*, vierde lid, van dezelfde wet.

Bijgevolg dienen in het ontworpen artikel 190*bis*, vierde lid, de woorden “en de duur van het mandaat” te worden weggelaten en dient men “wordt (...) vastgesteld” te schrijven.

Artikel 10

In de Franse tekst dient men te schrijven “La présente loi entre en vigueur (voorts zoals in het ontwerp)”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET